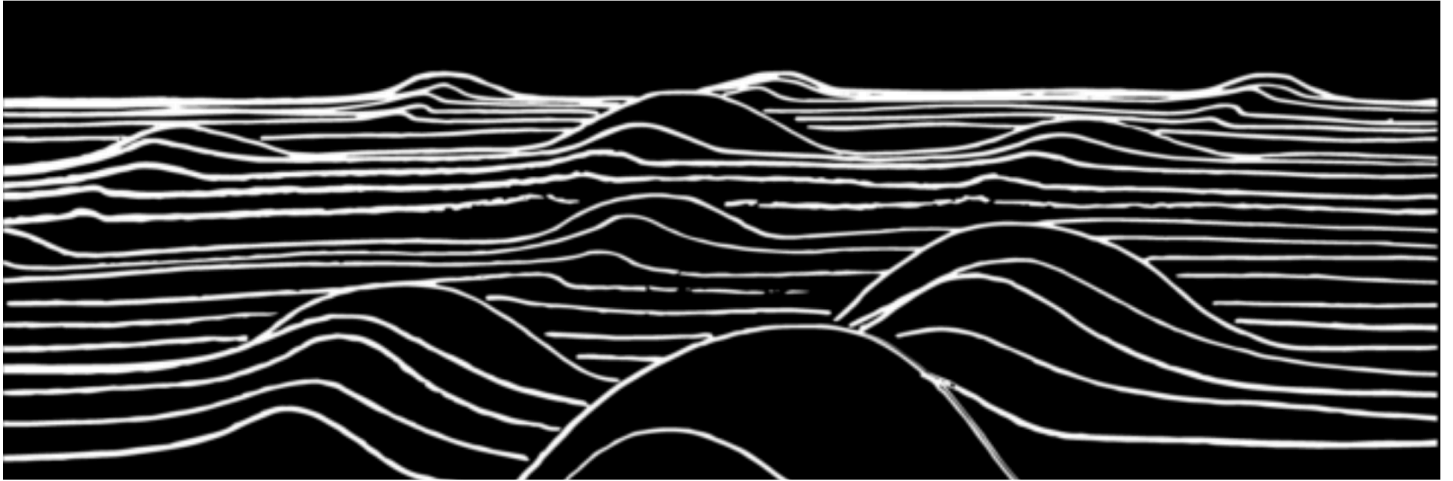




Les gouvernements européens s'accordent pour confier la censure du Web à Google et Facebook



Nous n'aurons jamais vu un règlement européen être accepté aussi rapidement par les gouvernements européens (en moins de 3 mois !), et ce malgré les inquiétudes exprimées par divers États.

Macron les a manifestement convaincu que, les élections européennes approchant, ils pourraient maintenir leur pouvoir en agitant l'inaltérable prétexte terroriste. En résulte une censure et une surveillance généralisée de l'Internet.

Le Conseil de l'Union européenne vient donc d'acter¹, à l'instant et sans le moindre débat sérieux, un projet de loi² qui obligera tous les acteurs du Web à se soumettre aux outils de surveillance et de censure automatisés fournis par Facebook et Google, tout en permettant à la police d'exiger le retrait en une heure des contenus qu'elle jugera "terroriste", sans l'autorisation d'un juge.

Deux mesures aussi délirantes qu'inédites, qui conduiront à soumettre tout l'écosystème numérique européen à une poignée de géants que l'Union prétend cyniquement vouloir combattre, tout en risquant de remettre en cause la confidentialité de nos correspondances...

► lire [notre analyse](#)

Et tout ça alors que ni la Commission européenne ni les gouvernements n'ont jamais réussi à démontrer en quoi cette loi serait utile pour lutter contre le terrorisme.

Le débat sur ce texte se poursuivra maintenant devant le Parlement européen. Celui-ci votera mercredi prochain, le 12 décembre, un premier "rapport sur la lutte anti-terroriste" qui, sans avoir l'effet

¹ <https://twitter.com/EU2018AT/status/1070643160060231686>

² https://www.parlament.gv.at/PAKT/EU/XXVI/EU/04/57/EU_45743/imfname_10862334.pdf

d'une loi, promet peu ou prou les mêmes mesures absurdes que celles prévues dans le "règlement de censure anti-terroriste", que le Parlement examinera dans les semaines suivantes.

Ce premier vote de mercredi sera l'occasion pour chaque député européen de révéler sa position face au projet totalitaire d'Emmanuel Macron, et ils devront en rendre compte alors que s'amorce la campagne électorale pour les élections européennes de 2019.